

Webinaire sur

L'avenir de l'industrialisation en Afrique : Maximiser le potentiel de la finance et de la technologie

6 décembre 2022, 11h GMT (12h Genève, 14h Addis Abeba)

Les chocs socioéconomiques et financiers induits par les crises récentes telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, ainsi que le besoin critique pour les pays africains (y compris les individus et les entreprises) de s'adapter aux nouveaux environnements et pratiques opérationnelles et de renforcer leur résilience aux effets perturbateurs des crises, a mis au premier plan l'importance des technologies innovantes. De l'utilisation de simples plateformes de réunion en ligne pour faciliter les interactions et améliorer l'efficacité commerciale et opérationnelle à l'adoption de technologies de pointe telles que la Fintech et la robotique pour augmenter la productivité et l'investissement et transformer les entreprises et les économies, les technologies innovantes changent la donne à des niveaux évolutifs. De nombreuses entreprises africaines adoptent de plus en plus de technologies innovantes et perturbatrices pour survivre, se développer, se transformer et être résilients. Le potentiel de transformation des technologies peut également être une opportunité pour les gouvernements africains et le secteur privé en permettant d'accélérer l'industrialisation, la transformation numérique et la compétitivité des industries et des marchés.

Cependant, de nombreux obstacles pourraient ralentir le processus d'industrialisation et saper la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), tels que la faiblesse des ressources (y compris les compétences techniques, les opportunités d'investissement et les cadres réglementaires) pour innover et stimuler l'industrialisation, les capacités nationales limitées pour faire face à l'impact de la libéralisation tarifaire à court terme et les pertes de revenus associées à terme ; la faiblesse des mesures institutionnelles et politiques pour surmonter les barrières non tarifaires, les difficultés des Etats dans la mise en œuvre des initiatives de libre circulation des biens et l'insuffisance des infrastructures de transport., L'accès limité au financement du commerce, en particulier pour le commerce intra-africain, reste également un défi pour la mise en œuvre réussie de la ZLECAf. Le déficit annuel moyen de financement du commerce en Afrique dépassait 80 milliards de dollars avant la pandémie de Covid-19 (BAD et Afreximbank, 2020).

Un autre enjeu crucial, dont les financements et les choix de gouvernance devraient tenir compte, réside dans l'appropriation des technologies et des pratiques numériques. La demande de compétences nouvelles ne cesse d'augmenter, les nouveaux métiers liés au numérique ou utilisant le numérique continuant de se développer. Entrepreneurs, citoyens, agents publics, décideurs politiques,

tous sont concernés. Il faut donc repenser la formation pour en faire un levier de transformation et d'accompagnement de cette industrialisation. Il est essentiel d'accompagner les citoyens les moins aptes à utiliser ces technologies, comme les sociétés et entreprises à utiliser au mieux les outils et innovations mis à leur disposition. Les Etats, pouvoirs publics et politiques doivent aussi être à la hauteur des enjeux du numérique, en maîtriser la littéracie comme la stratégie, pour répondre aux besoins et attentes de la société. C'est d'ailleurs ce constat qui fonde l'action du programme D-CLIC de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui vise à faciliter l'appropriation des métiers du numérique auprès d'un large public, des jeunes en formation professionnelle (et particulièrement des jeunes femmes) pour répondre adéquatement aux besoins de compétence du marché, mais également auprès des fonctionnaires chargés de la conception des stratégies numériques nationales et des diplomates impliqués dans les négociations internationales en la matière.

Réduire le déficit de financement des échanges commerciaux en Afrique et mobiliser des ressources financières supplémentaires pour développer durablement les industries et les marchés, et soutenir la mise en œuvre efficace de l'Accord, nécessitera un changement de paradigme dans le paysage de l'économie numérique et des services financiers, passant de la dynamique bancaire traditionnelle et du soutien du secteur public à une approche plus inclusive qui prévoit une plus grande participation du secteur privé (en particulier des PME) dans les processus de diversification des exportations et de l'industrialisation. Il est nécessaire d'accroître les investissements dans le secteur des technologies financières (Fintech) pour soutenir le développement et la croissance des entreprises transformatrices. La fintech pourrait également être un moteur de l'intégration commerciale en Afrique, non seulement en augmentant l'accès des entreprises africaines aux innovations financières et aux technologies numériques, mais aussi en facilitant le commerce transfrontalier et les procédures douanières grâce à l'utilisation de technologies de pointe innovantes telles que la chaîne de blocs (blockchain) et la technologie des registres distribués, l'Internet des objets, l'analyse des mégadonnées et l'intelligence artificielle. Il est également nécessaire de renforcer le rôle des gouvernements et des institutions financières en tant qu'innovateurs et facilitateurs de diverses initiatives d'incubation ou d'accélération qui viseront à mobiliser des capitaux publics et privés pour accroître les investissements dans l'industrialisation technologique et l'économie numérique, créant ainsi des conditions durables pour une croissance soutenable et une résilience aux divers chocs et aléas.

C'est dans ce contexte que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) organisent un webinaire d'experts de haut niveau pour sensibiliser les décideurs politiques, les partenaires de développement, les entreprises du secteur privé, les institutions financières et les régulateurs sur le rôle stratégique et potentiel catalytique des services et technologies financières dans la diversification des exportations et la mise en œuvre effective de l'Accord ZLECAf. La table ronde de haut niveau présentera également des idées stratégiques des gouvernements africains, des partenaires de développement et des dirigeants d'entreprises et d'investissement de premier plan sur les innovations technologiques en matière de financement et de productivité qui pourraient contribuer à la modernisation et à l'intensification du développement industriel, libérant la compétitivité du secteur privé sur les marchés nationaux et régionaux, à l'optimisation des avantages des chaînes de valeur régionales et continentales et à

l'opérationnalisation effective de la Zlecaf, ainsi qu'à la mise en œuvre de mécanismes de facilitation du commerce intra-africain.

Objectifs du Webinaire

L'adoption accrue de technologies innovantes dans les mécanismes de financement et les processus de production, soutenue par des systèmes de réglementation solides et cohérents, sera un facteur clé pour la modernisation des industries africaines, la transformation numérique des économies et la mise en œuvre réussie de l'Accord ZLECAF. Stimuler les services et technologies innovantes telles que la fintech permettrait de mieux contribuer à l'inclusion financière, à l'accès aux biens et services à plus forte valeur ajoutée, à l'accroissement des investissements dans les infrastructures et les technologies qui améliorent les échanges transfrontaliers, à la compétitivité du secteur privé et à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

L'édition 2022 du rapport phare de la CNUCED, le Rapport sur le développement économique en Afrique, qui porte sur le thème « Repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique : le rôle de catalyseur des services commerciaux et financiers », fournit plus d'informations sur ces opportunités et propose un ensemble de recommandations pour améliorer le paysage des services commerciaux et financiers en Afrique en tant qu'étapes vers la croissance des PME et l'approfondissement du commerce transfrontalier et de l'intégration régionale.

Les efforts et initiatives de la Francophonie pour soutenir le développement de la coopération économique et numérique ont aussi pour objectif d'accompagner les pays francophones dans la recherche de ce processus de transformation économique accéléré par les technologies numériques. Les pays francophones pâtissent, en effet, d'une infrastructure technologique et financière insuffisante pour tirer pleinement profit des projets innovants mis en œuvre par leurs populations. De la même manière, le cadre réglementaire peine à suivre les évolutions rapides de l'activité économique et numérique et peut devenir un obstacle à l'innovation. Pourtant, une étude réalisée par l'OIF pour examiner le lien entre la crise de la Covid-19 et l'usage des technologies numériques a montré leur importance pour la résilience économique face aux crises. La formation aux technologies numériques (du secteur privé comme public), l'appui au développement d'écosystèmes favorables à l'innovation et à l'éclosion et la croissance des jeunes pousses, ou encore le soutien au développement de cadres réglementaires – nationaux et internationaux - adéquats sont donc des axes majeurs de la Stratégie économique pour la Francophonie 2020-2025 et de la Stratégie numérique de la Francophonie, adoptée pour 5 ans fin 2021 par les représentants des Etats membres de la Francophonie.

La mise en place de plateformes de dialogue public-privé et de partage d'informations sur les rôles potentiels du secteur privé et les innovations dans les technologies financières est un catalyseur essentiel pour la mise en œuvre réussie de l'accord ZLECAF. Cette table ronde de haut niveau sur « L'avenir de l'industrialisation en Afrique : Maximiser le potentiel de la finance et de la technologie » s'inscrit dans le cadre des efforts en cours visant à renforcer le plaidoyer et l'engagement des principales

parties prenantes pour soutenir les efforts et les initiatives des pays africains dans la transformation industrielle et numérique, l'intégration régionale et la prospérité socio-économique du continent.

Ce webinaire offre une occasion de renforcer le dialogue ouvert et stratégique indispensable pour créer des synergies plus fortes entre les décideurs politiques africains, le secteur privé et les partenaires au développement sur des initiatives visant à accroître les investissements publics et privés sur le continent en débloquant des technologies innovantes, susceptibles d'améliorer la croissance et la compétitivité des industries et économies africaines et la valorisation des marchés publics et privés pour le commerce et l'investissement intra-africains. Il permettra de discuter des cadres réglementaires et des mécanismes de financement des Fintech qui peuvent garantir des décisions d'investissement appropriées et de haute qualité, stimuler l'industrialisation basée sur la technologie, faciliter une plus grande transparence dans le commerce transfrontalier et les procédures douanières, et favoriser la coopération transfrontalière dans les secteurs axés sur la croissance et l'exportation. Il permettra aussi de réfléchir à la nécessaire appropriation des technologies numériques par l'ensemble des acteurs pour que l'industrialisation plus inclusive et efficace. Ce webinaire facilitera également le débat sur les diverses initiatives lancées par les pays africains, les partenaires au développement et les institutions régionales et internationales pour renforcer l'industrialisation, la transformation numérique économique et l'intégration régionale en Afrique.

Format et Logistique

Le webinaire se déroulera sur deux heures. Il aura lieu virtuellement. Le webinaire visera à cibler les décideurs politiques, les parlementaires, les représentants du secteur privé, les médias, la société civile, les Communautés économiques et régionales (CER), les universitaires et les représentants des gouvernements et pays francophones africains.